

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Migrant.es, réfugié.es, diaspora (France) > **Promesses enterrées - Le droit de vote des étrangers : une capitulation (...)**

Promesses enterrées - Le droit de vote des étrangers : une capitulation honteusement revendiquée

jeudi 5 novembre 2015, par [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2015).

S'exprimant sur le Bondy blog le 27 octobre, Manuel Valls vient définitivement d'enterrer l'idée d'un référendum sur le droit de vote des étrangers. Cinquantième engagement de la campagne présidentielle du candidat Hollande, l'abandon de cette promesse électorale est un message fort du gouvernement en direction des quartiers populaires et de nos concitoyens issus de l'immigration...

Ce samedi 31 octobre, les milliers de manifestantEs qui ont battu le pavé parisien pour la manifestation antiraciste la plus nombreuse de ces dernières années, avaient si peu d'illusions sur leur capacité à influencer la politique gouvernementale en matière d'immigration, qu'ils en avaient même oublié sur leurs banderoles de rappeler au PS l'engagement cinquante de la dernière campagne présidentielle. Conçu comme un « marqueur de gauche », le « J'accorderai le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans » de François Hollande en 2012 est passé aux oubliettes... après déjà 30 années de promesse non tenue.

Il y a moins d'un an, dans son discours dit sur l'immigration, François Hollande invoquait la nécessité de rassembler 3/5 des votes au Parlement pour introduire une clause de révision de la Constitution. Il y affirmait encore être favorable à une telle loi, fustigeant au passage les discours qui instrumentalisent les peurs de dissolution de l'État, de ceux qui « rêvent d'une France en petit, d'une France en dépit ». En clair, ce n'est pas de ma faute, c'est celle de la « droite républicaine » qui ne me donnerait pas les moyens d'appliquer la politique que je souhaiterais...

Une gauche faillie

À l'occasion du triste anniversaire des dix ans de la mort de Zyed et Bouna, Manuel Valls - qui dès 2012, quatre mois après l'accession des socialistes au pouvoir, affirmait que cette réforme « n'était pas une revendication forte des Français » - enfonce le clou : « Je vous donne le résultat [d'un référendum sur le droit de vote des étrangers], massivement contre, et nous allons exacerber les tensions autour de cette question. (...) Hors de question de laisser le FN gagner la région »... Tout est dit : la meilleure façon de combattre le Front national... c'est de ne pas s'opposer à lui !

Paniqué par la perspective de perdre des régions y compris au profit du F Haine, le Parti socialiste ne sait plus comment masquer sa faillite morale, économique, sociale et politique. Le pitoyable fiasco du « référendum du peuple de gauche » organisé par Cambadélis il y a quelques semaines n'aura pas plus convaincu notre camp social que la manœuvre électoraliste du remboursement de la taxe d'habitation et de la taxe foncière pour les retraitéEs les plus défavorisés qui vient d'être annoncée.

Combattre le Front national passe par une tout autre politique : la reconquête de l'hégémonie par une vraie gauche de combat qui tiendra ses engagements, qui défendra avec détermination l'égalité des droits, le rétablissement des acquis sociaux, la lutte déterminée contre le racisme et le fascisme.

Alain Pojolat

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 310 (05/11/2015). <http://www.npa2009.org/>